

COMMENT SUCCÉDER À FRANCO? II -LE PARI

LE MONDE. 02 JUILLET 1976

MARCEL NIEDERGANG

https://www.lemonde.fr/archives/article/1976/07/02/comment-succeder-a-franco-ii-le-pari_3122792_1819218.html?xtmc=trevijano&xtcr=26

Sept mois après la mort de Franco, les choses paraissent être allées vite en Espagne, et la population tout entière est engagée dans une sorte d'examen de conscience. En revanche, les résistances de l'appareil franquiste et l'impatience de l'opposition rendent périlleux le pari des ministres "libéraux" décidés à imposer une transition pacifique vers la démocratie ("le Monde" du 1er juillet).

Madrid. - "Un jour, chacun admettra que les réformes que nous avons entreprises sont considérables... "M. Manuel Fraga Iribarne a-t-il jamais été effleuré par le doute? À le voir, massif, carré, à l'affût derrière son bureau de ministre de la gobernación comme dans une tranchée, sourire esquissé alternant avec le sourcil froncé, on a peine à le croire.

"Je suis, affirme-t-il avec conviction, un optimiste... "Partisans et adversaires de ce Galicien d'Orense le qualifient d'abord d'"animal politique". De fait, il est l'un des très rares membres du premier gouvernement du roi Juan Carlos à "passer la rampe". Ses interventions à la télévision, précises, ont tout de suite tranché sur la grisaille des allocutions officielles, signe de prudence politique jusqu'à la mort de Franco. Ministre de l'information et du tourisme pendant sept ans, de 1962 à 1969, il n'a jamais redouté les contacts directs avec la presse, et sa propension à intervenir dans tout, à tout propos, fait que son "règne" tumultueux dans le building massif de l'avenue du Generalísimo a même coïncidé avec un certain nombre de "conflits" pénibles ou déplaisants.

Mais le bilan de M. Fraga, "ancien ministre", est tout compte fait positif. D'abord parce que la loi de presse qui porte son nom et qui a été promulguée en 1966 a largement contribué au premier dégel d'un secteur qui est devenu un "facteur politique" de première importance dans l'Espagne de la transition. Et ensuite parce qu'il a su, dix ans avant la disparition du Caudillo, offrir l'image d'un politicien tourné vers l'avenir et assez peu préoccupé de respecter des institutions nées de la guerre civile et naturellement condamnées à disparaître.

Fort en thème, pragmatique, réaliste, ambitieux, M. Fraga s'est manifestement préparé depuis au moins dix ans à participer, et peut-être à diriger, les gouvernements de l'après-Franco. On le disait à Madrid, comme on le disait d'autres "anciens", limogés eux-aussi, sans un mot d'explication, parce qu'ils avaient cessé de plaire ou que l'équilibre subtil des "clans" du franquisme l'imposait. Certains partaient en souriant, affectant d'être libérés, d'autres en grinçant. Pour l'avoir vu ce jour d'octobre 1969, seul dans son bureau du ministère, avec un air de naufragé, nous pouvons témoigner que M. Fraga avait été particulièrement touché par sa disgrâce. Mais le voici de nouveau à l'œuvre, et au premier rang comme il le souhaitait, ayant accepté, et même souhaité, la double tâche du maintien de l'ordre et de la réforme des institutions.

Est-ce possible? Peut-on à la fois réprimer et favoriser les droits d'expression d'une opposition démocratique maintenue dans un ghetto étouffant pendant près de quatre décennies? Peut-on être à la fois le ministre de la garde civile et celui des dîners en ville avec des personnalités connues du parti socialiste ouvrier, de l'opposition catalane, du parti socialiste populaire, de la démocratie chrétienne?

Ministre "remercié", Don Manuel avait retrouvé sa chaire de droit constitutionnel à l'université Complutense de Madrid, la plus "politisée", la plus dure de toutes les universités espagnoles. Conscient d'avoir été, pendant sept ans, un ministre particulièrement dynamique et d'avoir donné une impulsion sans précédent au tourisme, il n'avait pas, semble-t-il, compris les raisons de la "conduite de Grenoble" que les étudiants lui avaient faite. Ce fonceur a horreur des résistances imprévues. Il cherche à les tourner puis à les briser.

Pour une transition pacifique

L'"ordre" n'a pas été excessivement troublé en Espagne depuis la mort de Franco. Moins en tout cas que la libération "psychologique", les pressions contradictoires des groupes d'opinion s'affrontant pour la première fois presque à visage découvert, et les aspirations du monde ouvrier ne pouvaient le laisser présager. Mais c'est un "miracle" presque quotidien, un équilibre instable pouvant être rompu à tout instant par une action brutale des commandos paramilitaires de l'extrême droite ou des groupes révolutionnaires d'extrême gauche, particulièrement de l'ETA basque.

Les menaces de mort anonymes adressées aux personnalités de l'opposition démocratique sont si nombreuses, si fréquentes, qu'un "accident" est une hypothèse qui ne quitte pas l'esprit des dirigeants. Les opérations "punitives" menées par des groupes armés au Pays basque, les attaques incessantes contre les librairies de Madrid ou de Barcelone, les attentats contre la garde civile et les policiers par les commandos de l'ETA : autant de "points noirs" qui auraient en d'autres temps provoqué des situations "d'exception", mais qui sont, du moins jusqu'à présent, "digérés" tant l'immense majorité des Espagnols est à l'unisson de la volonté des dirigeants et des leaders de l'opposition : réussir une transition pacifique.

Aucun Espagnol, même dans les jeunes générations, n'ignore que la dernière étincelle ayant allumé l'incendie de 1936 a été double; l'assassinat de Calvo Sotelo succédant immédiatement à celui du lieutenant Castillo. Le règlement de comptes à l'état pur: un "fasciste" exécuté pour un "républicain" abattu. Il y a un abîme entre l'Espagne de 1976, moderne, équilibrée, développée, sereine, et celle de 1936, enfiévrée, payant d'un seul coup un siècle d'hésitations et d'injustices. Mais l'idée que l'attentat politique peut déclencher un processus incontrôlable n'a pas encore disparu des esprits. Ni au gouvernement ni dans l'opposition.

Les grandes manifestations de rue de février à Barcelone ont montré que l'aspiration à "autre chose" n'était pas le fait de minorités ou de groupuscules "téléguidés de l'étranger". Les émeutes du 3 mars à Vitoria ont brutalement mis en évidence la nécessité d'une réforme radicale des relations dans le monde du travail. Sans réforme syndicale, réelle, débouchant sur le droit d'expression des syndicats démocratiques et non pas sur un replâtrage au goût du jour du "verticalisme" officiel, le train de réformes institutionnelles et politiques, déjà sévèrement contesté par la droite franquiste, n'aura guère de sens. Peut-on à la fois autoriser les "associations politiques" dans l'espoir qu'un grand parti socialiste modéré servira de "garde-fou" à un parti communiste auquel on refuse a priori "le droit à l'évolution", et dénier aux organisations ouvrières semi-clandestines se réclamant du socialisme le "droit d'association"?

Discriminations dans la répression

L'affaire de la fusillade de Montejurra, le 9 mai, n'est pas moins révélatrice de la difficulté pour un ministre "libéral" de garder la balance égale entre les "trublions de l'extrême gauche et ceux de l'extrême droite". Elle montre aussi qu'il n'est pas aisé de "sanctionner" des personnalités connues, des hommes, dont certains appartiennent aux grands corps de l'appareil d'État franquiste, et qui prétendent défendre l'essentiel de l'héritage du Caudillo, dont personne encore n'a osé dire clairement qu'il convenait de l'oublier.

Le premier pari de M. Fraga, maintenir l'ordre pendant cette longue période de transition constitutionnelle, n'est pas simple. Bien que les incidents graves aient été peu nombreux, la crédibilité du ministre de l'intérieur a déjà subi quelques atteintes sérieuses. Certains secteurs de la gauche démocratique l'ont carrément accusé de s'être rallié à la droite franquiste, sinon même au "bunker" ultra, afin de préserver ses chances d'accéder à la présidence du deuxième gouvernement de la monarchie. D'autres, il est vrai, déplorent en privé les "dérapages" de M. Fraga et affirment: "Nous devons tout faire pour qu'il reste un interlocuteur valable de l'opposition démocratique..."

M. Fraga estime en tout cas qu'il a fait face jusqu'à présent avec bonheur et efficacité. "La foudre est tombée à Vitoria, dit-il. Elle aurait pu tomber ailleurs et nous ne savions pas, nous

autres réformistes, que ce serait si compliqué. Mais ceux qui prétendaient instaurer le désordre m'ont trouvé, c'est tout. Ceux qui ont exploité les discussions de conventions collectives pour relancer l'agitation ouvrière ont échoué. Nous connaissons leurs plans ; ils veulent détruire l'économie. J'espère qu'ils ne réussiront pas. Je ferai tout pour cela..."

Le second pari du ministre de la gobemacion n'est pas moins ardu. Auteur avec ses amis du groupe GODSA d'un programme de gouvernement intitulé "La réforme démocratique", il croit possible de transformer progressivement les Institutions franquistes et de doter l'Espagne de la monarchie d'un régime suffisamment démocratique pour être accepté comme tel par les nations occidentales. Ambassadeur en Grande-Bretagne pendant deux ans, M. Fraga est rentré de Londres (pendant l'agonie de Franco) avec une admiration certaine pour le système anglo-saxon de l'alternance démocratique. Son idéal est une Espagne où les extrêmes, à gauche comme à droite, seraient tenus en lisière, deux grands partis modérés, un socialiste et un conservateur débattant librement au Parlement des affaires de la nation.

Les Espagnols, foncièrement individualistes et frondeurs, peuvent-ils s'inspirer de ce modèle? M. Fraga admet volontiers que les conditions sont différentes et que chaque nation a son génie propre. Mais toute la philosophie du plan de réformes constitutionnelles, qu'il a largement contribué à mettre en forme et à faire adopter au cours des discussions de la commission mixte gouvernement-conseil national, tend à favoriser deux vastes regroupements politiques; une droite néo-franquiste moderne, une gauche modérée non communiste. C'est un vœu. C'est aussi une gageure.

"L'immense majorité des Espagnols, affirme M. Fraga, est au centre. Voilà la vérité. Le pays profond, ce n'est pas Madrid, sa classe politique, ses chapelles, ses querelles, ses journaux et ses revues manipulés par des groupes radicalisés qui ne représentent pas les vrais courants d'opinion. Le vrai pays, c'est la province. Je le sais, j'en suis et j'y vais le plus souvent possible... "La photo d'un Fraga hilare trinquant avec ses " concitoyens" d'Orense pour la fête du vin atteste en tout cas que la "locomotive" du gouvernement Arias n'aurait aucune peine à faire campagne dans sa circonscription.

C'est bien aussi l'espoir, avoué ou non, d'une notable partie des "procuradores" actuels qui ont voté, sans trop renâcler la loi des "associations politiques" qui leur paraît de nature à ne pas trop gêner leurs ambitions politiques futures. Bien des "députés" franquistes, nommés par Franco, choisis par les syndicats ou les corporations, se prennent à rêver d'une " vraie " campagne électorale, ayant au préalable obtenu un certain nombre de garanties et œuvré pour que les forces "admises" de l'opposition démocratique soient raisonnablement "handicapées". Pourtant, la grogne monte aux Cortès, au conseil du royaume, au conseil national du mouvement, et jusque dans les rangs du gouvernement ou les plus " conservateurs, à commencer par les puissants ministres militaires, semblent soudainement découvrir la profondeur du "gouffre démocratique" où on prétend les entraîner.

"Il n'y avait rien d'autre à faire, estime M. Fraga. Le plan de réformes est raisonnable et rationnel. Simplement il faut du temps, il n'est pas question d'agir sous la pression des "soviets" locaux... À ceux qui protestent des lenteurs, je répondrai : j'avais, en décembre, fixé un délai de deux ans pour modifier le système en souplesse. Nous allons le faire en un an et demi. Je suis attaqué à gauche, mais je le suis aussi à droite. Camacho et Garcia Trevijano (1) veulent me faire un procès. Sanchez Covisa aussi. C'est bien la preuve que je suis au centre. Donc dans la vérité..."

Le "centre", en l'occurrence, n'est pas une position confortable. La droite, d'abord silencieuse et attentive, a commencé de protester contre la "trahison" des principes du mouvement et contre la disparition, inscrite dans la logique des réformes, de l'essentiel des structures franquistes. " Devrons-nous finalement avoir honte de nous être soulevés le 18 juillet 1936 ?", s'est écrié avec colère un " procurador " pendant le débat sur la réforme du code pénal, qui prévoit la légalisation de facto de certains partis politiques qui avaient, selon Franco, " fait tant de mal à l'Espagne ". La droite, ce n'est pas seulement le " bunker " immobiliste, retranché dans de solides positions politiques et économiques, ce sont les gros bataillons des "anciens", des revanchards, des porte-parole de tous les intérêts créés pendant quarante ans. "million

d'Espagnols au moins, affirme M. Tierno Galvan, vivent directement ou indirectement des institutions du régime."

"Comment, écrit l'éditorialiste du nouveau quotidien libéral El Pais, peut-on demander aux Cortès de se suicider, d'adopter des lois et des réformes qui impliquent leur disparition ? " Ce qu'il faut, ajoutent de nombreux commentateurs, " c'est un autre gouvernement, soutenu par le roi, pour engager une véritable politique de réforme démocratique. " Modifier radicalement la Constitution franquiste ou en adopter une autre : telle est bien l'alternative. Faut-il ou non admettre la légalisation du parti communiste ? Tous les ministres ne font pas la même réponse à cette question fondamentale de l'actuelle situation espagnole. Tous les avatars du plan gouvernemental s'articulent, au gouvernement comme dans l'opposition, autour de deux mots seulement : " rupture " ou " réforme " ?

FIN

(1) L'un des leaders des groupes d'extrême droite qui revendiquent la défense à tout prix d'un franquisme authentique.

MARCEL NIEDERGANG

¿CÓMO TENER ÉXITO CON FRANCO? II - LA APUESTA

Siete meses después de la muerte de Franco, las cosas parecen haber ido rápidamente en España, y toda la población está involucrada en una especie de examen de conciencia. Por otro lado, la resistencia del aparato franquista y la impaciencia de la oposición hacen peligrosa la apuesta de los ministros "liberales" que decidieron imponer una transición pacífica hacia la democracia ("el mundo" del 1 de julio).

Madrid. - "Un día, todos admitirán que las reformas que hemos emprendido son considerables ..." Sr. ¿Manuel Fraga Iribarne alguna vez ha sido tocado por la duda? Para verlo, masiva, cuadrada, al acecho detrás de su oficina de ministro de gobierno como en una trinchera, sonriendo esbozado alternando con la ceja reunida, es difícil creerlo.

"Soy, dice con convicción, un optimista..." Los partidarios y opositores de este Orense gallego lo llaman ante todo "animal político". De hecho, es uno de los pocos miembros del primer gobierno del rey Juan Carlos en "pasar la rampa". Sus intervenciones en televisión, precisas, decidieron de inmediato sobre el gris de los discursos oficiales, un signo de prudencia política hasta la muerte de Franco. Ministro de Información y Turismo durante siete años, desde 1962 hasta 1969, nunca temió el contacto directo con la prensa, y su propensión a intervenir en todo, al menos, hace que su "reinado" sea tumultuoso en el edificio masivo de la Avenida del Generalísimo incluso coincidió con una serie de "conflictos" dolorosos o desagradables.

Pero el récord del señor Fraga, "ex ministro", es positivo. En primer lugar, porque la ley de prensa que lleva su nombre y que se promulgó en 1966 ha contribuido en gran medida al primer deshielo de un sector que se ha convertido en un "factor político" de importancia primordial en la España de la transición. Y luego porque sabía, diez años antes de la desaparición del Caudillo, ofrecer la imagen de un político orientado hacia el futuro y poco preocupado por respetar las instituciones nacidas de la guerra civil y naturalmente condenado a desaparecer.

Siendo un tema fuerte, pragmático, realista y ambicioso, el Sr. Fraga claramente se ha estado preparando durante al menos diez años para participar, y quizás para dirigir, a los gobiernos del franquismo. Se dijo en Madrid, como se decía que otros "viejos", se despidieron, sin una sola explicación, porque habían dejado de complacer o el equilibrio sutil de los "clanes" del franquismo. 'impuesta. Algunos se fueron sonriendo, afectando a ser liberados, otros chillando. Por haber visto este día de octubre de 1969, solo en su oficina del ministerio, con una mirada de castanje, podemos testificar que el Sr. Fraga había sido particularmente afectado por su desgracia. Pero aquí está de nuevo en el trabajo, y en primer lugar como lo deseó, después de haber aceptado, e incluso deseado, la doble tarea de mantener el orden y reformar las instituciones.

¿Es eso posible? ¿Podemos reprimir y promover los derechos de expresión de una oposición democrática mantenida en un gueto sofocante durante casi cuatro décadas? ¿Se puede ser tanto el ministro de la Guardia Civil como el de las cenas en la ciudad con personalidades conocidas del Partido Socialista de los Trabajadores, la Oposición Catalana, el Partido Popular Socialista, la Democracia Cristiana?

Ministro "agradecido", don Manuel había encontrado su cátedra de derecho constitucional en la Universidad Complutense de Madrid, la más "politizada", la más dura de todas las universidades españolas. Consciente de haber sido, durante siete años, un ministro particularmente dinámico y de haber dado un impulso sin precedentes al turismo, al parecer, no había entendido las razones de la "conducta de Grenoble" que la los estudiantes lo habían hecho. Este entusiasta odia la resistencia inesperada. Intenta convertirlos y romperlos.

1976. Para una transición pacífica

El "orden" no ha sido excesivamente perturbado en España desde la muerte de Franco. En cualquier caso, menos que la liberación "psicológica", las presiones conflictivas de los grupos de opinión se enfrentaron por primera vez casi por descubrir, y las aspiraciones del mundo laboral no podrían haberlo predicho. Pero es un "milagro" casi diario, un equilibrio inestable que puede romperse en cualquier momento por una acción brutal de los comandos paramilitares de la extrema derecha o grupos revolucionarios de extrema izquierda, especialmente la ETA vasca.

Las amenazas de muerte anónimas dirigidas a las personalidades de la oposición democrática son tan numerosas, tan frecuentes, que un "accidente" es una suposición que no abandona las mentes de los líderes. Las operaciones "punitivas" llevadas a cabo por grupos armados en el País Vasco, los constantes ataques a las librerías de Madrid o Barcelona, los ataques contra la Guardia Civil y la policía por los comandos de ETA: tantos "puntos negros" que habría provocado a veces situaciones "excepcionales", pero que son, al menos hasta ahora, "digeridas", ya que la gran mayoría de los españoles están al unísono con la voluntad de los líderes y líderes de La oposición: lograr una transición pacífica.

Ningún español, ni siquiera en las generaciones más jóvenes, desconoce que la última chispa que encendió el fuego de 1936 fue doble; el asesinato de Calvo Sotelo sucedió inmediatamente al del teniente Castillo. La liquidación de cuentas en estado puro: un "fascista" ejecutado por un disparo "republicano". Hay un abismo entre España de 1976, moderno, equilibrado, desarrollado, sereno, y el de 1936, febril, que paga a la vez un siglo de vacilaciones e injusticias. Pero la idea de que el ataque político puede desencadenar un proceso incontrolable aún no ha desaparecido. Ni en el gobierno ni en la oposición.

Las grandes protestas callejeras de febrero en Barcelona mostraron que la aspiración a "algo más" no era el hecho de que las minorías o los pequeños grupos "controlen desde el exterior". Los disturbios del 3 de marzo en Vitoria han destacado brutalmente la necesidad de una reforma radical de las relaciones en el mundo del trabajo. Sin una verdadera reforma sindical, lo que lleva al derecho de expresión de los sindicatos democráticos y no a un mosaico del "verticalismo" oficial, el paquete de reforma institucional y política, ya muy cuestionado por la derecha franquista, no lo hace. apenas tendrá sentido ¿Podemos permitir "asociaciones políticas" al mismo tiempo con la esperanza de que un gran partido socialista moderado sirva como "salvaguardia" para un partido comunista al que se niega a priori el derecho a la evolución, y niega? ¿A las organizaciones de trabajadores semiclandestinos que reclaman al socialismo el "derecho de asociación"?

Discriminación en la represión.

El caso del tiroteo de Montejurra, el 9 de mayo, no es menos revelador de la dificultad de un ministro "liberal" para mantener el equilibrio entre los "perturbadores de la extrema izquierda y los de la extrema derecha". También muestra que no es fácil "castigar" a personalidades conocidas, hombres, algunos de los cuales pertenecen a los grandes cuerpos del aparato estatal franquista, y que afirman defender la esencia del legado de Caudillo. que nadie se ha atrevido a decir claramente que debe ser olvidado.

La primera apuesta del Sr. Fraga, mantener el orden durante este largo período de transición constitucional, no es simple. Aunque los incidentes graves fueron pocos, la credibilidad del Ministro del Interior ya ha sufrido algunos ataques graves. Algunos sectores de la izquierda democrática lo han acusado sin rodeos de haberse unido a la derecha franquista, o incluso al ultra "bunker", para preservar sus posibilidades de acceder a la presidencia del segundo gobierno de la monarquía. Otros, es cierto, deploran en privado los "errores" del Sr. Fraga y dicen: "Debemos hacer todo lo posible para que siga siendo un interlocutor válido de la oposición democrática..."

El señor Fraga cree que hasta ahora se ha enfrentado con felicidad y eficiencia. "El rayo ha caído en Vitoria", dijo, "podría haber caído en otro lugar, y los reformadores no sabíamos que

sería tan complicado, pero los que decían crear un desorden me encontraron, eso es todo. Quienes han explotado las negociaciones de negociación colectiva para reavivar el malestar laboral han fracasado, sabemos sus planes, quieren destruir la economía, espero que no tengan éxito, haré cualquier cosa por eso ..."

El segundo reto del ministro de la gobernación no es menos difícil. Autor con sus amigos del grupo GODSA de un programa de gobierno titulado "Reforma Democrática", cree que es posible transformar gradualmente las instituciones franquistas y dotar a España de la monarquía de un régimen suficientemente democrático para ser aceptado como tal por Las naciones occidentales, embajador en Gran Bretaña durante dos años, el Sr. Fraga regresó de Londres (durante la agonía de Franco) con cierta admiración por el sistema anglosajón de alternancia democrática. Su ideal es una España donde Los extremos, a la izquierda y a la derecha, se mantendrían al margen, dos grandes partidos moderados, un socialista y un conservador que debaten libremente sobre el Parlamento de los asuntos de la nación.

¿Pueden los españoles, básicamente individualistas y rebeldes, inspirarse en este modelo? El Sr. Fraga admite que las condiciones son diferentes y que cada nación tiene su propio genio. Pero toda la filosofía del plan de reforma constitucional, que contribuyó en gran medida a moldear y adoptar durante las discusiones de la comisión conjunta de gobierno y consejo, tiende a favorecer a dos grandes grupos políticos; Una moderna derecha neo-franquista, una moderada izquierda no comunista. Es un deseo También es un reto.

"La gran mayoría de los españoles", dice Fraga, "está en el centro, esa es la verdad. El país profundo no es Madrid, su clase política, sus capillas, sus peleas, sus periódicos y sus diarios manipulados por Grupos radicales que no representan las corrientes reales de opinión El país real es la provincia que conozco, yo soy y voy tan a menudo como sea posible ... "La foto de una Fraga El hilarante trío con sus "conciudadanos" de Orense para el festival del vino atestiguan, en todo caso, que la "locomotora" del gobierno de Arias no tendría problemas en hacer campaña en su circunscripción.

También es la esperanza, admitida o no, de una parte notable de los actuales "procuradores" que votaron, sin menospreciar la ley de "asociaciones políticas", que parece que no obstaculizan sus ambiciones políticas. futuro. Muchos de los "Diputados" de Franco, nominados por Franco, elegidos por los sindicatos o corporaciones, sueñan con una campaña electoral "real", habiendo obtenido previamente un cierto número de garantías y trabajaron para las fuerzas "admitidas". De la oposición democrática son razonablemente "discapacitados". Sin embargo, las quejas se alzan en las Cortes, el consejo del reino, el consejo nacional del movimiento e incluso en las filas del gobierno o de los más "conservadores", empezando por los poderosos ministros militares, que de repente parecen descubrir la profundidad del "abismo democrático". donde uno dice liderarlos

"No había nada más que hacer", dice Fraga, "el plan de reforma es razonable y racional, solo lleva tiempo, no se trata de actuar bajo la presión de los" soviets "locales. ... A los que protestan por la lentitud, les responderé: en diciembre establecí un plazo de dos años para modificar el sistema de manera flexible. Lo haremos en un año y medio. Me atacan por la izquierda, pero También estoy a la derecha. Camacho y García Trevijano (1) quieren hacerme una prueba. Sánchez Covisa también. Esta es la prueba de que estoy en el centro. En la verdad ... "

El "centro", en este caso, no es una posición cómoda. La derecha, al principio silenciosa y atenta, comenzó a protestar contra la "traición" de los principios del movimiento y contra la desaparición, inscrita en la lógica de las reformas, de lo esencial de las estructuras franquistas. "¿Finalmente nos avergonzamos de haber crecido el 18 de julio de 1936?", Exclamó un "procurador" enojado durante el debate sobre la reforma del código penal, que contempla la legalización de facto de ciertos partidos políticos que tuvieron Según Franco, "le está haciendo mucho daño a España". El derecho no es solo el "búnker" inmovilizado, arraigado en fuertes posiciones políticas y económicas, son los grandes batallones de los "viejos", la venganza, los portavoces de todos los intereses creados durante cuarenta años. "Al menos un millón de españoles", dice Tierno Galván, viven directa o indirectamente de las instituciones del régimen.

"¿Cómo", escribe el editorialista del nuevo periódico liberal El País, "podemos pedir a las Cortes que se suiciden, adopten leyes y reformas que impliquen su desaparición?" Lo que se necesita, agreguemos muchos comentaristas " Es otro gobierno, apoyado por el rey, iniciar una verdadera política de reforma democrática ". Cambiar radicalmente la constitución de Franco o adoptar otra: esta es la alternativa. ¿Debemos admitir la legalización del Partido Comunista? Todos los ministros no responden lo mismo a esta pregunta fundamental de la situación actual de España. Todos los avatares del plan gubernamental están articulados, en el gobierno como en la oposición, solo en dos palabras: "ruptura" o "reforma".

(1) Uno de los líderes de los grupos de extrema derecha que dicen defender a toda costa un auténtico franquismo.